Le 24-08-2021

Télécharger ou imprimer au format PDF

Image

par Jean-Michel Toulouse, membre du Bureau politique du Parti de la démondialisation

Le néolibéralisme est un choix politique, économique et social organisé par les classes dominantes et mis en œuvre progressivement depuis 40 ans. On se souvient de la violence de Margareth

Thatcher qui, durant les années 80, brisa les mouvements ouvriers luttant contre les privatisations notamment, son inflexibilité « quoiqu'il en coûte » aux classes dominées britanniques. On se souvient aussi de sa célèbre déclaration *« There is no alternative ».*
Le néolibéralisme a désormais investi la plupart des États et des gouvernements, livrant en pâture les citoyens au libre-échange, à la concurrence sans pitié entre les pays et entre leur population. Pour y parvenir, plus fort, plus haut, plus rapidement, il a renforcé la puissance de l'Union européenne avec une monnaie unique, un marché libre-échangiste, des traités internationaux de commerce et des milliers de normes et directives dont l'obligation de mise en œuvre dans le Traité de Lisbonne (2008).
Bref notre pays est sous contrôle économique et social depuis belle lurette. L'Union européenne en est le chef d'orchestre.
Il est désormais visible que la France se meurt. Souveraineté bafouée, économie sous tutelle, République balafrée par les réformes territoriales successives, services publics passés à la moulinette de la rigueur budgétaire au prétexte de résorber le poids de la dette (pourtant organisée par la Banque centrale européenne pour le plus grand bénéfice des banques privées) ; emploi soumis au chantage du chômage organisé, etc.
Alors oui, on peut le dire avec force et rage : le néolibéralisme tue la France, en pillant ses richesses nationales et démolissant la dignité, la fierté et le courage de son peuple.
Mais ils sont encore nombreux les Français à ne pas céder, à refuser de laisser faire. Honneur à eux !

Quel que soit le domaine où nous portons notre regard, notre pays est en état de décomposition ! Non pas que notre peuple ait perdu toutes ses qualités et son dynamisme, toujours potentiellement en état de veille, mais en raison des politiques menées depuis plus de 40 ans.

En effet qu'est-ce qui s'offre à notre regard ?

Sur le plan économique les jours et les années apportent leur lot de délocalisations et de destruction des entreprises : plus de métallurgie, plus d'industries manufacturières, plus de textile, plus de chimie, plus de mines, plus de mécanique, plus d'électro-ménager, presque plus d'automobiles, plus de médicaments, plus d'industries de santé, etc. Les chiffres en attestent : depuis 2001, la part de l'industrie française est passée de 23% du PIB à 12% ! Par contre l'Allemagne qui bénéficie de l'euro sous-évalué pour son économie a vu son industrie passer de 22% à 25% du PIB.
L'économie décline au point que la France n'est plus que la 6^{e} ou 7^{e} économie dans le monde et qu'elle sera bientôt dépassée par d'autres pays comme le Brésil, l'Inde, la Russie, l'Indonésie, la Corée du Sud, le Mexique et le Royaume Uni qui bénéficiera de son Brexit.
Ceux qui comme le triste sire Tchuruk (ex PDG d'Alcatel qui l'a démantelée et s'en est mis plein les fouilles) vantaient une "industrie sans usines" devraient être passibles d'un tribunal pour trahison nationale ! Et cela concerne bien d'autres "grands patrons" ou politiciens (comme par exemple Macron pour l'affaire Alstom entre autres) qui ont vendu nos entreprises à l'encan !

La recherche est sinistrée. La suppression de postes de chercheurs et de crédits explique que la France soit le seul pays membre permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU à ne pas avoir été capable de produire un vaccin contre le Sars Cov2 ! L'arme nucléaire est dépendante de l'informatique nord-américaine et notre armée de terre achète ses fusils à l'Allemagne, laquelle lorgne sur notre force stratégique sous prétexte de la faire passer sous contrôle de l'UE et donc de l'Allemagne ! Nos principaux centres de recherche sont en crise et nous dépendons de l'étranger sur presque tous les fronts, que ce soit les vaccins, le numérique, les matériels de santé ou la recherche astrophysique !

Notre système de santé qui était une de nos fiertés est en train de s'effondrer. 100 000 lits ont été détruits depuis trente ans, et les fermetures continuent pendant le Covid. La majorité les principes actifs des médicaments sont produits en Chine ou en Inde, nos industries de santé ont été liquidées (Compagnie française de radiologie vendue à l'encan à General Electric), et tout à l'avenant. Ce sera bientôt le tour de notre Sécurité sociale, de nos retraites et du régime d'indemnisation du chômage que Macron veut finir de détruire avant les prochaines présidentielles. Tout cela pour offrir au privé cette manne financière volée au peuple (BlackRock, fonds de pension, a été reçu plusieurs fois à l'Elysée...) !

L'Education nationale est en voie de dévastation et la dernière trouvaille de Blanquer, ministre de l'Education nationale, a été de détruire le baccalauréat en tant que diplôme national ouvrant la porte à l'université ! Il n'y aura bientôt plus que des sous-diplômes uniquement valables pour les emplois locaux : un bac ?pneus-Michelin?, un bac ?produits de luxe-Arnault?, un bac ?logistiques-Bolloré?, etc. ! Mais aussi un bac Seine-Saint-Denis, un bac centre-ville de Lyon, un bac des beaux quartiers de Paris, etc.

Les organes d'information sont devenus la propriété de neuf capitalistes !

La France à l'international est en voie de recul : on liquide nos ambassades et nos consulats, on ne défend plus la langue française qui s'efface derrière le globish généralisé (certains ministères exigent même que les circulaires soient écrites en globish, un mauvais anglais censé être "la langue des affaires"). La culture française recule partout, par exemple au Viêt-Nam où le français qui était parlé quasi couramment a été remplacé par le globish, en Afrique où les Chinois et les nord-américains nous taillent des croupières. Notre voix n'est plus écoutée et notre rôle à l'ONU est quasiment inexistant ! La France est désormais réputée être le caniche des États-Unis, de l'Allemagne et de l'Union européenne. L'Allemagne qui se réarme veut d'ailleurs liquider notre siège de permanent au Conseil de sécurité et notre force nucléaire stratégique (Traité d'Aix-la-Chapelle, signé par Macron et son porte flingue, Le Drian).

Tout ceci se traduit par un chômage de masse organisé en système depuis quarante ans - entre 8 et 10 % de la population active selon les chiffres officiels et l'on sait qu'ils sont sous évalués - sans qu'aucun gouvernement n'ait pris des mesures correctives radicales (alors qu'elles existent, comme le Droit Opposable à l'Emploi proposé par le Pardem), et par une précarisation et une augmentation de la pauvreté (10 millions de personnes en dessous du seuil de pauvreté).

Le logement des classes populaires, exclues des centre-ville et reléguées à plusieurs dizaines de kilomètres de leur lieu de travail, est insupportable en qualité et en prix des loyers (la plupart du temps un loyer d'un ménage populaire représente plus de 30% de son revenu !). 500 000 logements sociaux devaient être construits par an selon Macron lui-même dans son programme de 2017, à peine 300 000 l'ont été !

Parallèlement, les salaires stagnent et tout augmente : carburants, gaz, électricité, transports, alimentation, frais étudiants ! Pendant ce temps les capitalistes se répartissent sans honte 60 milliards de dividendes, record absolu même en situation de crise sanitaire !

Pendant que les quartiers populaires souffrent, l'hyper classe bourgeoise (0,001 % de la population) se roule dans le luxe, se déplace en jet privé vers ses résidences secondaires entretenues par une domesticité exploitée, et fait fructifier ses capitaux liquides à la vitesse de la lumière !

Jusqu'à quand supporterons-nous que les patrons du CAC 40 et leur aristocratie stato-financière

touchent des dividendes et primes-chapeaux stratosphériques (entre 8 et 15 millions d'euros annuels), alors que le SMIC est à 1 250 euros nets mensuels (un PDG gagne en un an ce qu'un smicard mettrait un millénaire à gagner !) ?

Cette bourgeoisie néolibérale au pouvoir n'éprouve que mépris pour les classes populaires. Comble de ce mépris : les lois liberticides de Macron ! Il surfe sur la crise sanitaire créée par sa propre incapacité, pour accélérer la production de lois liberticides et destructrices de tous nos conquis sociaux depuis 1945. Dès son arrivée au pouvoir il a fait passer les ordonnances de 2017, la remise en cause des retraites par répartition, la loi sur le "séparatisme", celle sur le "passe sanitaire" qui crée une discrimination entre vaccinés et non vaccinés et alimente ainsi la division entre les ?bons Français? responsables et les non vaccinés traités d'égoïstes.

Au lieu de s'attaquer aux questions sociales, ce pouvoir du "bloc bourgeois" divise le peuple sur des questions "sociétales" qu'il fabrique lui-même ! On n'a jamais autant parlé de religions, de terrorisme, d'immigration ! On monte en épingle toute sorte de faits divers. On divise le peuple, alors qu'on devrait s'attaquer au chômage, aux bas-salaires, aux loyers trop chers, à la malbouffe, au mal-logement, aux transports éreintants, à la politique urbaine discriminatoire, aux atteintes aux libertés publiques, à l'absence de loisirs (seulement 50% des Français prennent des vacances et encore on les inclut en statistiques dès qu'ils prennent plus de 5 jours de repos, même s'ils ne bougent pas de chez eux !).

Après les Gilets jaunes les braises couvent sous les cendres. Depuis 6 semaines des centaines de milliers de manifestants expriment leur refus du passe-sanitaire qui prive les non vaccinés de liberté, au prétexte de l'intérêt collectif, une notion piétinée par les néolibéraux depuis des décennies. Un comble de perversité !

Le peuple français se doit d'être fidèle à son histoire ! Au-delà de ses désaccords il doit s'unir pour bloquer l'action du bloc bourgeois en créant un bloc populaire. Pour cela il n'a d'autre choix que de prendre lui-même les choses en main ! Historiquement, seul le peuple peut rendre la classe dominante illégitime et parasitaire. Le plus vite possible avant qu'elle ne précipite notre pays dans la ruine et le déclin irréversible ! Nous sommes conscients que la bourgeoisie néolibérale croit pouvoir nous endormir par le ronron propagandiste des médias à sa botte. Mais il se pourrait bien que le peuple de France monte à nouveau sur la scène de l'histoire !
La rentrée de septembre, avec déjà l'annonce de la mise en mouvement des routiers et il faut espérer qu'une mobilisation syndicale et populaire d'ampleur et durable contre la mise en œuvre de la réforme des indemnités de chômage et une nouvelle réforme des retraites viendra renforcer les manifestants de l'été.

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire